

Unité bidépartementale Eure Orne
1, Avenue du Marechal Foch
CS50021
27000 Evreux

Évreux, le 26/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOPREMA

193 VOIE DU FUTUR
27100 Val-De-Reuil

Références : UBDEO/ERC/2026/62
Code AIOT : 0005801398

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/02/2026 dans l'établissement SOPREMA implanté 193 VOIE DU FUTUR 27100 Val-de-Reuil. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOPREMA
- 193 VOIE DU FUTUR 27100 Val-de-Reuil
- Code AIOT : 0005801398
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SOPREMA exploite un site de production de membranes d'étanchéité bitumeuses et

adhésives employées dans le secteur du bâtiment pour assurer l'étanchéité des infrastructures. Elle exerce également des activités logistiques et exploite une ligne de recyclage nommée X-LOOP. L'établissement est une installation classée pour la protection de l'environnement (I.C.P.E.) soumise à « autorisation » au titre des rubriques 4801-1 (dépôt de matières bitumineuse), 2791-1 (traitement de déchets non dangereux) et à « déclaration » au titre des rubriques 1510-2c (combustibles sous entrepôt couvert), 2910-A2 (combustion), 2915-2 (fluide de chauffage organique combustible) et 4331-3 (liquides inflammables).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Fin 2025, l'exploitant a déposé une demande de cas par cas accompagnée d'un porter à connaissance auprès de l'inspection pour un projet d'augmentation des quantités de matières bitumineuses stockées. Les changements projetés, en particulier l'augmentation du potentiel de dangers, présentent un caractère substantiel et nécessitent le dépôt d'un nouveau dossier d'autorisation. Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que ce projet ne sera pas mis en œuvre en 2026. Le projet n'est pas abandonné mais reporté, il n'envisage donc plus de déposer un dossier de demande d'autorisation dans l'immédiat.

Lors de la visite, l'inspection a constaté :

- des traces/coulures de bitume sur le sol du bâtiment où est localisée la ligne de recyclage ;
- des GRV (grand récipient pour vrac) de produits, principalement des cuves anti-racines, sans rétention dans le bâtiment 2 ;
- des stockages en extérieur en dehors des zones matérialisées à cet effet.

L'exploitant doit :

- veiller à maintenir son site en bon état de propreté. Le bitume au sol dans le bâtiment de la ligne de recyclage doit être nettoyé dans les plus brefs délais et au plus tard sous un délai d'un mois ;
- des rétentions correctement dimensionnées doivent être ajoutées sous un délai de 2 mois, sous tous les stockages de liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols ;
- Les produits doivent être stockés dans les ilots prévus à cet effet. L'exploitant doit sous un délai de 2 mois libérer les allées contenant des stockages.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Ecrans thermiques	Arrêté Préfectoral du 23/12/2022, article 2	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
5	Defense	Arrêté Préfectoral du	Demande de justificatif à	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	extérieure contre l'incendie	23/12/2022, article 2	l'exploitant	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Plan de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 3	Sans objet
3	Exercice de défense incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	Sans objet
4	Ilottage et extinction automatique	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 9	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection propose l'établissement d'une mise en demeure de respecter sous un délai de 2 mois :

- les prescriptions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2022 (notamment l'implantation des stockages des déchets des membranes bitumineuses au sein du bâtiment contenant la ligne de recyclage, la réalisation des écrans thermiques en amont de chaque îlot des déchets des membranes bitumineuses, l'enlèvement du stockage de matière première contenant de l'aluminium et des paillettes (polymères) ;

- ou s'il souhaite maintenir ces modifications, l'exploitant doit transmettre un nouveau plan de connaissance intégrant les risques induits par ces évolutions.

L'exploitant doit répondre aux demandes de l'inspection dans les délais impartis.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Ecrans thermiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2022, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Ecrans thermiques
Prescription contrôlée :

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux données techniques contenus dans le dossier déposé le 11 août 2022 et complété le 18 août 2022. Ainsi :

- des écrans thermiques sont installés entre chaque zone de stockage de membranes bitumineuses et l'installation X-Loop,
- des écrans thermiques sont installés sur les trois côtés de la rétention de la cuve de stockage du bitume recyclé,
- [...]

Constats :

Les écrans thermiques de 3 m de hauteur entre chaque zone de stockage de membranes bitumineuses et l'installation X-Loop n'ont pas été installés. L'exploitant justifie cette absence par des volumes de déchets inférieurs aux quantités prévisionnelles et par un fonctionnement en flux tendu, limitant selon lui la nécessité de mettre en place ces aménagements. Depuis la mise en service de ce projet, l'exploitant estime que la quantité maximale de déchets (rubrique ICPE : 2791) est de 36 tonnes répartis de la façon suivante :

- 12 tonnes maximum de broyats issus de travaux de déconstruction des chantiers ;
- 24 tonnes maximum de rouleaux de membranes bitumeuses défectueux provenant du site et du site SOPREMA de Strasbourg.

L'exploitant précise qu'il a aménagé le stockage des déchets de membranes bitumineuse au sein de son site de la façon suivante :

- les broyats de déchets sont stockés en intérieur, au sein du bâtiment contenant la ligne de recyclage,
- les rouleaux défectueux sont stockés en extérieur dans le parc nord-ouest. Les déchets sont stockés au sein des îlots des produits finis.

L'inspection constate que l'implantation du projet a été modifiée, par rapport au porter à connaissance du projet X-loop (Référence : R-20-03-050-Rév.1) du le 11 août 2022 et complété le 18 août 2022 :

- la zone de stockage des déchets de membranes bitumineuses a été déplacée à l'intérieur du bâtiment. Elle est positionnée à proximité de la paroi Est du bâtiment contenant la ligne de recyclage (absence d'écran thermique devant le stockage). A la place du stockage projeté des déchets de membranes bitumineuses, l'exploitant a stocké des contenants d'aluminium et des paillettes (polymères) ;
- présence d'un seul îlot de déchets de membranes bitumineuse sous forme de rebus de chantier (absence d'écran thermique devant le stockage). (3 îlots étaient prévus dans le porter à connaissance) ;

- présence de stockage de membranes bitumineuse sous forme de rouleaux sur palette (déchets usine) en extérieur, dans le parc. Aucun stockage de déchets de membranes bitumineuse n'était prévu en extérieur dans le porter à connaissance. Ce stockage de déchet été envisagés au sein des 3 ilots protégés par un écran thermique au sein du bâtiment de la ligne de recyclage ;

En cas d'incendie, un risque d'effet domino peut être envisagé en l'absence des écrans thermiques (entre la zone déchet et la ligne de recyclage X-Loop). Les potentiels de dangers ont été augmentés suite à l'ajout du stockage de contenants d'aluminium et des paillettes (polymères) au sein du bâtiment de la ligne de recyclage et à l'augmentation des quantités de matières stockées dans le parc extérieur (déchets de rouleau de membrane bitumineuse (déchets usines).

L'exploitant a installé sur les trois côtés de la rétention de la cuve de stockage de bitume recyclé des murs en parpaing. La hauteur de ces 3 murs est de 3 mètres. L'un de ces murs est équipé d'une porte. Sa caractéristique en tant qu'écran thermique n'a pas pu être justifiée par l'exploitant. L'exploitant n'a pas présenté les caractéristiques de résistance au feu des écrans thermiques.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Compte tenu des modifications apportées par l'exploitant et à l'absence d'éléments d'appréciation relatifs à la maîtrise des risques liée à ces modifications, l'inspection propose l'établissement d'une mise en demeure de respecter sous un délai de 2 mois :

- les prescriptions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2022 (notamment l'implantation des stockages des déchets des membranes bitumineuses au sein du bâtiment contenant la ligne de recyclage, la réalisation des écrans thermiques en amont de chaque ilot des déchets des membranes bitumineuses, l'enlèvement du stockage de matière première contenant de l'aluminium et des paillettes (polymères) ;
- ou s'il souhaite maintenir ces modifications, l'exploitant doit transmettre un nouveau porter à connaissance intégrant les risques induits par ces évolutions.

L'exploitant doit justifier que la porte intégrée au mur "écran thermique" est du même degré coupe feu que l'écran thermique. L'exploitant doit également justifier que la résistance au feu des écrans thermiques est en adéquation avec l'étude des flux thermiques.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

N° 2 : Plan de défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, Plan de défense contre l'incendie

Prescription contrôlée :

L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.

Il comprend au minimum :

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;
 - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
 - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;
 - les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;
 - le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;
 - le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;
 - le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;
 - les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;
 - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- « - les plans de l'installation précisant l'emplacement des bâtiments, des entreposages extérieurs, des îlots et petits îlots, des zones de réception de déchets, des zones de stockage temporaire, des zones d'entreposage tampon, des zones d'immersion, des zones susceptibles de contenir des déchets, des silos et cuves fermés et fixes. »

Constats :

L'exploitant a présenté un POI (Plan d'Opération Interne) contenant :

- des plans avec les points stratégiques ;
- des fiches réflexes des personnes à prévenir en cas de crise ;

<p>- des mesures d'urgence adaptées aux différents accidents ou incidents ; L'exploitant indique que son personnel est formé à l'utilisation des RIA et des extincteurs.</p> <p>Le site dispose d'une télésurveillance qui alerte le gardiennage et déclenche les appels d'urgence en cascade. Les fiches de données de sécurité sont disponibles à l'infirmerie dans un classeur et sur le réseau interne. L'état des stocks est accessible en permanence via l'application de GPAO de l'établissement.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Exercice de défense incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Exercice de défense incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans. Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Un exercice de déclenchement d'alarme incendie a été réalisé le 28 octobre 2025. Le compte rendu de l'exercice conclut que l'exercice s'est globalement bien déroulé. Cependant il est mis en évidence une alarme sonore trop faible à 3 endroits (réfectoires, parc de stockage et bureaux) et que la société de télésurveillance n'a pas pris contact avec le site lors du déclenchement. Des actions correctives sont prévues afin de rendre le système d'alarme sonore perceptible en tout point du site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est de la responsabilité de l'exploitant de veiller au bon fonctionnement du système d'alarme du site.</p> <p>L'exploitant doit veiller que le report d'alarme s'effectue correctement, notamment auprès de la</p>

télésurveillance, puis auprès des personnes de la chaîne d'alerte qui doivent être contactées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Ilotage et extinction automatique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 9
Thème(s) : Risques chroniques, Ilotage et extinction automatique.
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2712, 2718, 2790 ou 2791 respectent les dispositions suivantes.</p> <p>[...]II. « Dans les zones susceptibles de contenir des déchets, les » déchets combustibles ou inflammables sont entreposés dans des îlots.</p> <p>La configuration géométrique de ces îlots est telle que tout point est situé à moins de dix mètres d'une face accessible par les services d'incendie et de secours sur au moins une face.</p> <p>La hauteur maximale d'entreposage est de six mètres.</p> <p>Les îlots sont délimités et séparés par des allées de largeur d'au moins cinq mètres. Cette largeur peut être supprimée en cas d'installation d'un mur coupe-feu de caractéristiques minimales REI 120, d'une hauteur dépassant d'au moins un mètre la hauteur maximale d'entreposage sur toute la longueur de l'îlot.</p> <p>« Les îlots situés en entreposage extérieur sont délimités et situés à au moins dix mètres des bâtiments. Cette distance peut être supprimée si l'une des deux conditions suivantes est respectée :</p> <p>« - le bâtiment est équipé d'une toiture qui satisfait la classe BROOF (T3) et le bâtiment est isolé par une paroi REI 120 dépassant d'au moins un mètre de la toiture et du sommet de l'entreposage extérieur ;« - ces îlots sont équipés d'un système d'extinction automatique d'incendie complété par des moyens automatiques fixes de refroidissement installés sur les parois externes du bâtiment, par exemple un rideau d'eau. Le déclenchement automatique n'est pas requis pour un îlot lorsque la quantité maximale susceptible d'être présente dans cet îlot est inférieure à 10 m³ de déchets combustibles ou à 1 m³ de déchets inflammables. »</p> <p>III. Pour les installations existantes, les prescriptions du II peuvent être adaptées par arrêté préfectoral, conformément à l'article R. 181-54 du code de l'environnement, au vu des circonstances locales et en fonction des caractéristiques de l'installation et de la sensibilité du milieu. A cet effet, le pétitionnaire transmet au préfet, en fonction de la nature des aménagements sollicités :</p> <p>- une étude d'ingénierie d'incendie spécifique ou une étude technique précisant les mesures justifiant la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;</p> <p>- une étude de flux thermique démontrant que l'incendie généralisé d'une zone délimitée remplie au maximum de sa capacité n'est pas susceptible de soumettre les zones voisines ou les bâtiments voisins à un flux thermique supérieur :- à 8 kW/m², lorsque la zone est protégée par un système d'extinction automatique adapté ou par des moyens d'extinction prépositionnés couplés à une surveillance humaine permanente ; - à 5 kW/m², dans les autres cas.</p>

[...]

Constats :

Un seul îlot de déchets est localisé au sein du bâtiment. Sa hauteur est inférieure à 6 m.
L'îlot est situé à proximité de la paroi du bâtiment, derrière laquelle se trouve une voie engins.

Le stockage de déchet de membranes bitumineuses (rebus d'usine) en extérieur est à plus de 10 mètres du bâtiment.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Defense exterieure contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2022, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, Defense exterieure contre l'incendie

Prescription contrôlée :

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux données techniques contenus dans le dossier déposé le 11 août 2022 et complété le 18 août 2022.

[...] II.3.2.a Point d'eau

Constats :

Dans le porter à connaissance, 3 poteaux incendie sont identifiés. L'exploitant détient les dernières vérifications des poteaux incendie de son site mais ne dispose pas de la vérification du poteau incendie localisé sur le domaine publique. L'exploitant doit veiller à ce que le SDIS ait connaissance des poteaux incendie disponibles au sein du site.

L'exploitant a présenté :

- la dernière vérification des poteaux incendie du site réalisée en simultané par Veolia en date du 10 juin 2024. Le débit des poteaux incendie sous 1 bar et de 42 m³/h pour le poteau n°1 et de 37m³/h pour le poteau n°2. Le débit en simultané de 79 m³/h.

- la dernière vérification des poteaux incendies du site réalisé indépendamment par Veolia le 28 mai 2024. Le débit sous 1 bar du poteau n°1 et de 77 m³/h et 52 m³/h pour le poteau de n°2.

Le dossier du porter à connaissance, stipulait un débit requis en eaux de 150 m³/h pour la défense incendie du parc extérieur, soit un volume de 300 m³ pour une durée de 2 heures. Pour l'extinction du parc, les deux poteaux incendie du site seraient privilégiés en raison de leur localisation. Toutefois, la dernière vérification des poteaux incendie du site établit que le débit du poteau 2 est insuffisant (52 m³/h), tout comme le débit simultané des poteaux 1 et 2 (79 m³/h). En outre, il convient de souligner que l'un des poteaux est implanté à l'intérieur du parc extérieur et celui ci pourrait donc être inutilisable en cas d'incendie au sein du parc extérieur car il se situerait dans les flux thermiques.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit prendre contact avec le SDIS (service prévision à Evreux, prevision@sdis27.fr) afin de s'assurer que les poteaux incendie de son site sont référencés dans leur base de données. L'exploitant doit obtenir sous un délai de 2 mois, la vérification du poteau incendie localisé sur le domaine public.

Sous un délai de 2 mois, l'exploitant doit transmettre à l'inspection, les aménagements accompagnés d'un échéancier, qu'il prévoit de mettre en œuvre pour répondre aux besoins en eau incendie du parc extérieur et justifier qu'ils sont implantés en dehors des flux thermiques. Le cas échéant, les moyens d'extinction devront être renforcés (bâche(s) souple(s), poteau(x) supplémentaire(s), etc.).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois